

DOSSIER

L'Etat et l'Islam au Bangladesh

Une contestation politique permanente depuis l'indépendance

par Monique Selim*

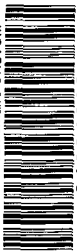
Indépendant en 1971, après une guerre de libération très meurtrière contre le Pakistan, l'ancien Bengale de l'Est devenu le Bangladesh n'est jamais parvenu depuis cette période à une réelle stabilité politique de longue durée.

Au gouvernement laïque et socialisant du leader de l'indépendance, Sheikh Mujibur Rahman, assassiné quatre ans après sa victoire, ont succédé les deux dictatures militaires du général Zia Rahman (lui aussi assassiné) puis du général Hussein Mohammad Ershad, renversé en 1990 et depuis peu libéré de prison. Depuis 1991, les apparences d'une alternance politique démocratique (avec les nominations au poste de Premier ministre de la begum Khaleda Zia, épouse du général Zia et chef du BNP - *Bangladesh National Party* - puis de Sheikh Hasina en 1996, fille du « père de la nation » et chef de la ligue Awami) ne peuvent dissimuler le fossé qui sépare les gouvernements quelles que soient leur nature et leur obédience, et une société civile particulièrement politisée et revendicative. La violence, les grèves générales innombrables (*hartal*) et les mouvements de masse se présentent comme une réponse coutumière au factionnalisme et à la corruption de la classe politique, prête à toutes les alliances pour parvenir à la tête de l'Etat et se maintenir au pouvoir jamais plus de quelques années.

des silences et des concessions

La nomination au poste de Premier ministre le 23 juin 1996 de Sheikh Hasina est la conséquence d'une majorité relative de la ligue Awami aux dernières élections. Ce résultat, qui met fin à une crise politique de deux ans, témoigne néanmoins plus de la permanente opposition de la population aux gouvernements en place que d'une réelle adhésion politique à la ligue. Parti victorieux de la « Libération », la ligue Awami a en effet, depuis son éviction de l'Etat en 1975, considérablement remanié ses thèmes et assoupli ses principes, au gré des campagnes électorales et des mouvements populaires qui ont jalonné ces deux décennies. Prônant la laïcité en 1971 contre la domination pakistanaise qui se réclamait d'une nécessaire unité islamique, la ligue Awami ne s'est pas par exemple érigée en 1988 contre le décret faisant de

* Anthropologue à l'ORSTOM, Paris.



L'ETAT ET L'ISLAM AU BANGLADESH

l'Islam la religion d'Etat. Ce décret promulgué sous la dictature du général H.M Ershad s'intégrait alors dans un ensemble de mesures visant l'islamisation des institutions et de la société ; et la ligue, redoutant de heurter les sentiments postulés de la population, manifesta là un premier écart par rapport à ses convictions originelles. La campagne électorale de 1991 a vu semblablement la ligue Awami opérer une surenchère religieuse, à l'instar des autres partis tendant à rivaliser avec le *Jamaat-I-Islami*, le parti fondamentaliste ayant à cette époque le vent en poupe ; le BNP nouera avec celui-ci une alliance tactique réussie dans un premier temps, puisqu'elle amènera au poste de Premier ministre la begum Khaleda Zia, contre lequel le *Jamaat-I-Islami* se retournera néanmoins rapidement. Plus récemment, un mouvement de rapprochement semble avoir été mis en oeuvre avec le parti Jatyo du général H.M. Ershad, contre lequel la ligue Awami avait combattu avec acharnement aux côtés des forces de « gauche » dans les années 1985-90. Un des multiples paradoxes du jeu politique du Bangladesh est en effet la remontée du parti de l'ex-président honni durant les huit longues années de son règne (29 sièges en 1996).

A ces retournements face à l'enjeu politique essentiel de la place de l'Islam dans l'Etat et la nation, fait écho un renoncement partiel de la ligue Awami aux mots d'ordre mobilisateurs de 1971, concernant l'instauration d'une plus grande justice sociale, sous la forme d'un socialisme modéré. Ainsi la politique économique et sociale de la ligue ne paraît pas à présent devoir se différencier nettement de celle marquée par le libéralisme de son prédécesseur, le BNP ; et l'on peut émettre l'hypothèse que dans les prochaines années surgira un mécontentement général aussi virulent que celui qui par le passé s'est exercé contre la begum Khaleda Zia.

En effet l'inconstance politique de la ligue Awami est à l'image de celle des autres partis et concourt à offrir à l'observateur un paysage de luttes politiques sans merci, largement coupées des aspirations de la population. Ce phénomène est caractéristique de la configuration du Bangladesh et va d'une certaine manière à l'encontre de la très grande conscience politique des habitants, que démontrent la multiplication des partis voués à une plus ou moins longue durée de vie et souvent de taille minime, et le nombre très élevé des ONG fondées dans les villages et quartiers. Les habitants se révèlent toujours très attachés aux slogans de la « Libération » et réclament par exemple avec la même intensité la condamnation en justice des « collaborateurs » des Pakistanais présents au sein de tous les précédents régimes.

Corollairement, ils sont perpétuellement insatisfaits de leurs gouvernements - dont depuis peu d'années ils ont la possibilité de voter l'avènement - et mettent en scène avec force leur défiance et leur opposition. Ainsi le champ politique est, comme en Inde, entièrement traversé par des affrontements. Les luttes factionnelles sont très violentes, mais dans le même moment, il se maintient une tradition parlementariste forte.

Un des débats les plus significatifs de ce divorce entre l'Etat et la population concerne sans aucun doute le rôle de l'Islam dans un contexte très singu-

M. SELIM

lier, comparativement à d'autres pays musulmans ; en effet, le nationalisme triomphant de l'indépendance, toujours aussi fort, a amené à mettre au premier plan l'identité bengalie contre l'identité musulmane affirmée par ceux qu'on dénommait les « colons » pakistanais.

quel islam ?

L'identité nationale et l'affrontement à la pauvreté apparaissent au Bangladesh socialement plus structurants que l'identité religieuse au sens strict. L'identité bengalie est en effet forte des deux côtés de la frontière et historiquement constituée. Les luttes qui ont commencé dès 1947 étaient focalisées autour de la langue bengalie et au moment de la guerre d'indépendance la polarisation musulmane a été refoulée, les populations aspirant à un fort besoin d'autonomie et d'indépendance. Les bangladeshis sont donc des bengalis en premier lieu, l'identité musulmane étant un recours secondaire.

Le retour régulier de ce débat sur la scène politique constitue un fil de lecture particulièrement pertinent des enjeux qui travaillent la société face à ses instances de représentation. L'appartenance à la communauté islamique (*l'umma*) apparaît un mobile permanent des partis politiques en quête de pouvoir, en dépit du fait que l'Islam se présente au Bangladesh sous des formes très syncrétiques mêlant des usages hindouistes à des croyances populaires de type magico-religieux, à un héritage soufi et au culte des saints. Cet Islam périphérique, éloigné des pôles arabes de la tradition orthodoxe, a conduit à des pratiques partagées de « tolérance », en partie entretenue par les sentiments d'illégitimité et d'infériorité religieuse de la population.

Infériorisé par rapport aux pôles arabes, l'Islam est tendanciellement « ouvert » car les populations ne sont pas détentrices de l'orthopraxie de l'Islam légitime et originel dont le Pakistan paraît plus proche au plan symbolique. « Importé » tardivement, l'Islam ne peut être un référent normatif central.

Ces traits socio-culturels façonnent le socle d'ambivalence sur lequel s'appuient rituellement les tentatives politiciennes des partis au gouvernement pour pallier à la précarité de leur exercice du pouvoir, ou de leurs concurrents pour les déloger.

L'Islam au Bangladesh doit son originalité au fait qu'il est disjoint du politique à partir de 1971 (1). Ainsi, la constitution de 1971 décréta l'égalité formelle de toutes les religions et les habitants bénéficieront des jours chômés de ces dernières (hindous, musulmans, chrétiens et bouddhistes). Néanmoins, la politisation de l'Islam est directement liée à la guerre d'indépendance contre le Pakistan et on observe depuis cette période une inclusion de l'Islam comme opérateur de division du champ politique (2). La jeune histoire du Bangladesh est ainsi constellée de moments et d'événements cristallisant la manipulation politique de l'Islam sans résultats définitifs.

(1) Situation originale, surtout par rapport à l'Algérie par exemple.
(2) Gérard Heuzé, Monique Selim (ouvrage collectif), *Politiques et religions dans l'Asie du Sud contemporaine (Inde, Bangladesh, Pakistan)*, Khartala, à paraître en 1998.

LE CONTRE-POUVOIR DU SECTEUR NON-GOUVERNEMENTAL

Le tissu des ONG est intense au Bangladesh et leur nombre est très grand. On trouve quelques grandes ONG (quatre ou cinq) qui ont un poids incontestable et peuvent devenir de véritables acteurs politiques selon les enjeux du moment (1). L'originalité du tissu associatif réside dans la foule des petites ONG qui naissent au niveau des villages ou des quartiers urbains (2). En permanence des individus se regroupent pour monter des « associations de développement » pour les « pauvres » ou les « femmes ». Ces ONG sont ancrées dans une tradition réformatrice présente dans tout le Bengale, datant du 19^e siècle, et promue par les élites et les classes moyennes. Par ailleurs, les thèmes diffusés par ces ONG sont « progressistes » - éducation des pauvres et émancipation des femmes - et issus de la société elle-même.

Il existe par ailleurs des ONG islamistes qui sont largement « nourries » par les pays du Golfe. C'est d'ailleurs sur cette base que s'est construite l'audience du parti *Jamaat-I-Islami*. Il faut néanmoins faire une différence entre les ONG islamiques (dont les buts sont l'éducation religieuse, le secours, l'aide, la charité) et celles qui passent de l'éducation islamique à l'islamisme politique.

Les rapports qu'entretiennent généralement les ONG avec l'Etat sont complexes. Lors des récentes *fatwas* orchestrées par le *Jamaat-I-Islami*, les premières cibles ont été

les ONG et les femmes qui s'inscrivaient dans leur mouvance, dans l'optique de dénoncer l'hégémonie de l'étranger au sein du Bangladesh. L'Etat doit néanmoins à l'aide étrangère de fonctionner, cette aide transitant entre autres par les ONG locales. Ainsi indirectement l'aide étrangère se réinscrit dans des organisations collectives œuvrant en faveur de thèmes aussi importants que l'éducation ou l'émancipation des femmes.

Les ONG participent de manière directe ou indirecte au champ politique depuis l'indépendance. Certaines ont été soutenues par l'ancienne dictature militaire. De surcroît, les grandes ONG sont aujourd'hui de véritables entreprises impliquant le travail journalier et l'exploitation. Elles sont généralement dirigées par des membres issus des classes moyennes et supérieures progressistes, et reproduisent inmanquablement en leur sein une hiérarchie de classes et de statuts. Retraduisant les contradictions de la société, elles constituent pourtant un champ d'ascension sociale réel. Exemplaires de modèles d'action de lutte contre la pauvreté et pour le développement, au niveau idéologique, elles se présentent comme un produit original et significatif.

M.S.

(1) Parmi elles, on trouve la *Grameen Bank*, la plus connue, qui offre des micro-crédits pour les femmes et les paysans sans terre. On trouve aussi l'association *Gonashastya Kendro* ou *GK*, littéralement « centre de santé populaire », ONG de médecins née pendant la guerre, qui bénéficie d'une forte reconnaissance à l'extérieur du pays en raison de sa politique de santé et pharmaceutique basée sur les médicaments essentiels. Voir Bernard Hours et Monique Selim, *Une entreprise de développement au Bangladesh. Le centre de Savar*, l'Harmattan, Paris, 1989.

(2) Cf. Monique Selim, *L'aventure d'une multinationale au Bangladesh*, (l'Harmattan, Paris, 1991), montrant les petites ONG montées par des ouvriers.

M. SELIM

un islamisme politique opportuniste

Ainsi le général H.M. Ershad, en dépit de son ouverture du pays aux subsides toujours plus abondants de l'Arabie Saoudite, de son autorisation des partis islamistes des ex-collaborateurs du Pakistan, du décret sur l'Islam religion d'Etat, sera malgré tout déchu par la vindicte populaire (1982-90). Une stratégie proche de la Begum Khaleda Zia (1991-95) qui accordera au chef du *Jamaat-I-Islami*, le professeur Golan Azam, la nationalité bangladeshie que lui avaient refusée tous les gouvernements précédents pour « crimes de collaboration avec les Pakistanais », et qui croira bien naïvement pouvoir compter sur le soutien de ce parti, ne réussira nullement à éviter la sanction d'une opposition unanime à laquelle se joindra le *Jamaat* et qui paralysera durant deux ans le jeu parlementaire jusqu'à la fin 1995. Il est intéressant de noter à cet égard que le procès populaire de Golan Azam lancé par les « combattants de la liberté » a aussi rallié des petits partis « islamiques anti-islamistes », c'est-à-dire des mouvements qui luttent contre l'intrusion de l'Islam dans l'Etat au nom d'une autre conception du religieux ; parmi ceux-ci certains se sont mobilisés pour la défense de Taslima Nasreen.

Enfin la campagne autonome menée par le parti fondamentaliste durant les dernières années en faveur d'une purification islamiste, principalement à coup de *fatwas* contre d'innombrables femmes majoritairement dans la mouvance des ONG et contre la célèbre écrivain T. Nasreen, se soldera en 1996 par un échec record aux élections : de ses vingt-deux députés, le *Jamaat-I-Islami* n'en conservera que deux, conférant au Bangladesh une position spécifique dans le monde des pays musulmans, où l'islamisme politique se dévoile comme une force croissante.

De ces répétitions avortées d'une utilisation à des fins politiques des représentations religieuses, peut être retirée une première conclusion : la population bangladeshie qui a historiquement fondé son histoire sur un nationalisme construit dans la disjonction de l'Islam et du politique, fait preuve d'une résistance durable à tout retour en arrière, qui rappellerait une conjonction politico-religieuse expérimentée avec l'Etat pakistanais. Parallèlement l'engagement social des habitants en faveur du développement d'un pays marqué par l'appauvrissement d'une fraction toujours plus grande de paysans sans terre, de sa modernisation et de la réduction de l'extrême dénuement de beaucoup, prend aussi racine sur une interprétation locale des messages de l'Islam, imaginativement construit en pôle d'égalité (3). Les habitants paraissent totalement concernés par la misère. Implanté au 15^e siècle, selon les hypothèses historiques, après une conversion des castes inférieures bengalies, l'Islam au Bangladesh s'institue comme un idéal d'égalité et de redistribution sociale, au sein d'une aire marquée par des structures hiérarchiques implacables, dont le système hindouiste des castes est la concrétisation la plus tangible. Contrairement à l'Inde où le système des castes se retrouve peu ou prou dans toutes les religions, même minoritaires, il n'existe pas au

(3) Bernard Hours
Islam et développement au Bangladesh
L'Harmattan, Paris
1993.

L'ETAT ET L'ISLAM AU BANGLADESH

Bangladesh de castes ou de *jatis*, au sens propre : les hiérarchies de statuts et de classes dominant. Les critères les plus importants apparaissent l'éducation, la connaissance, y compris pour les femmes ; la hiérarchie sociale et économique ; et la participation à la vie politique qui joue comme facteur d'intégration et de mobilité sociale. Y compris dans les campagnes, cette société est particulièrement politisée.

Cette vision de l'Islam, conjuguée aux moments fondateurs de la lutte politique, se dresse de fait à l'encontre de la propagande des partis pouvant être assimilés à l'islamisme politique. Profondément ouverte et apte à la révolte, disposant d'une couche d'intellectuels et de lettrés prompts à l'insubordination, la société du Bangladesh est aussi peu prête à se plier aux diktats d'un parti souhaitant imposer les normes d'un Islam importé et considéré comme étranger, qu'à accepter les dictatures militaires ou les fictions démocratiques.

Monique Selim

Session 1998 du Centre de Recherche et d'Action Sociale (CERAS)

La société multiculturelle Ensemble, vivre le pluralisme

Chevilly-Larue (94), du lundi 19 janvier au samedi 24 janvier

Que l'on prête attention aux origines ethniques, aux références confessionnelles, aux courants politiques, aux styles de vie... une vive diversité culturelle se manifeste dans nos pays. L'ouverture à l'autre, mais aussi le respect de celui qui est différent de soi sont deux attitudes essentielles pour vivre cette confrontation culturelle.

Cette diversité ne peut cependant pas être mosaïque, simple juxtaposition de groupes que caractérisent des comportements sociaux particuliers. Jusqu'où accepter l'imprévisible de cette diversité ? Comment éviter les pièges du syncrétisme ou de la perte d'identité ? Quel(s) type(s) de convergence rechercher ? Quelle(s) forme(s) de cohérence bâtir ?

Renseignements et inscriptions :

CERAS 14 rue d'Assas 75006 Paris

Tél. 33 (0)1 44 39 48 30